



QUI VEUT PERDRE DES MILLIONS ? LES DESSOUS DU DEFICIT DU CH LAVAU...

MAIS D'OU VIENT L'ARGENT DU CH LAVAU ?

Comme pour tous les hôpitaux publics il vient de la Sécurité Sociale et plus précisément de sa branche maladie, dont près de 40% sert au fonctionnement des hôpitaux.

Pour rappel la Sécurité Sociale est alimentée d'un côté par les cotisations sociales des employeurs et de l'autre, par nous, notamment par la CSG.

Au fil des années les Gouvernements ont exonéré les entreprises d'une bonne partie de leurs cotisations sociales et ont augmenté la CSG !

Résultat : les actionnaires en ont profité (la France est le pays d'Europe où les dividendes versés aux actionnaires sont les plus élevés...) et nous, on passe encore une fois à la caisse !

TOUS LES ANS UNE ENVELOPPE FERMÉE

Tous les ans le Gouvernement présente son **PLFSS** : Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale.

Il y inscrit tout ce qu'il compte faire des sous de la Sécurité Sociale.

Il y fixe notamment l'**ONDAM** : Objectif National de Dépense de l'Assurance Maladie. L'ONDAM c'est une **enveloppe fermée** à ne pas dépasser. Et c'est un problème. Parce que l'**enveloppe** n'est **pas** assez **fournie** volontairement...

L'**hôpital** est donc vite dans la **galère**, pour ne pas dire dans la **merde** !

Vous avez compris le principe : Le Gouvernement ne finance pas l'hôpital public à la hauteur des besoins réels de la population, mais en fonction de considérations comptables !

Pour information :

En **2022** le **déficit** cumulé des **32 CHU** en France était de : **403 millions** d'euros. Soit une aggravation de **141 millions** d'euros par rapport à 2021. 2023 va confirmer cette tendance...

Pour exemple, un CHU est passé de **-30.6 millions** d'euros en 2022 à **-44.7 millions** d'euros en 2023 !

COMBIEN ÇA (NOUS) COUTE POUR LE CH LAVAU ?

Le budget de fonctionnement est de 55 millions d'euros environ.

Le déficit cumulé annoncé au CSE du 19 décembre et au CS du 20 est de 10 millions d'euros.

Arguments classiques du Directeur, comme partout en France, pour expliquer le déficit :

- ✓ Augmentation des charges de personnels !
- ✓ Activité insuffisante !!
- ✓ Augmentation du coût de l'énergie !

Le directeur a annoncé au CSE que nous étions éligibles à un plan de redressement économique (PRE) pour finalement déclarer au Conseil de Surveillance que **nous étions** en Plan de Redressement Economique...

Comme tous ses petits camarades partout en France, il envisage de réduire notre déficit.

Alors arrivé à ce stade une question vous brûle les lèvres : « **Comment ?** »



ALORS OUI, COMMENT VA-T-IL FAIRE ?

Pour aller à l'essentiel : Faire plus (activité) avec moins (réduire les dépenses) !

On connaît par cœur leurs mauvaises recettes...

D'où le PRE et ses conséquences sur la charge de travail, la qualité de l'accueil et des soins. Sans oublier les conséquences sociales possibles : avenir des contractuels, accès à un CDI, à la titularisation, remplacements des absences, des postes vacants, impacts sur le travail, etc...



ANALYSE ET REACTIONS CGT

Le CH Lavour, comme les autres hôpitaux, est maltraité et sous financé. Les budgets votés (imposés) pour l'hôpital entraînent un **déficit structurel** d'année en année et la **T2A**, contrairement au discours de certains, est un des éléments à l'origine du déficit. **La CGT le dénonce régulièrement.**

Les hôpitaux sont au bord du gouffre. Le CH Lavour est mal en point.

Nous avons été précipités contre le mur par tous ceux qui considèrent l'hôpital comme une usine à produire des soins au moindre coût.

La CGT, les équipes du CH Lavour et les patients ne sont pas responsables de l'aggravation soudaine du déficit !

Pas plus que nous ne sommes responsables d'une baisse de l'activité liée la plupart du temps à une impossibilité de faire tourner les services par manque de personnels !!!

A cette date on ne nous a présenté en instances aucun document officiel de type : Plan Global de Financement ou Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses. **Cette absence de communication en instances nous interpelle !**

La CGT donnera bien évidemment un avis défavorable aux documents financiers qui envisageront comme sentence de pénaliser et contraindre les équipes et les patients du CH Lavour via un Plan de Redressement.

Nous nous y opposerons. Serons-nous les seuls ?

**NOUS NE POUVONS RESTER SANS RIEN FAIRE.
RÉAGISSONS ENSEMBLE. MÉDECINS Y COMPRIS !**

En matière de financement de l'Hôpital, la CGT revendique :

- ☞ **Un retour du financement de la Sécurité Sociale basé uniquement sur la cotisation sociale (augmentation des salaires + égalité salariale Femmes/Hommes + réduction du chômage = augmentation des cotisations sociales) ;**
- ☞ **Une Sécurité Sociale universelle en respect du principe « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins » ;**
- ☞ **Un financement à la hauteur des besoins réels de la population et donc, la fin de la logique économique productiviste induite par la Tarification à l'Activité (= T2A)**

L'HÔPITAL N'EST PAS UNE ENTREPRISE !!

LE SOIN N'EST PAS UNE MARCHANDISE !!

Réalisé à partir d'un document de la CGT du CHU Lille

CéGéTez vous et mêlez vous de votre hosto !

Retrouvez de nombreuses infos sur notre site internet : www.cgt-chlavour.fr